

Économie sociale ? Alternatives économiques ? Transformations de l'économie ?

Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, la fédération pluraliste d'économie sociale fête les vingt-cinq années de sa création. Cet anniversaire est l'occasion de faire un bilan de son action passée, mais surtout de se livrer à de la prospective : qui seront les membres de la fédération dans vingt-cinq ans ? Manière de repenser et de pratiquer l'économie autrement, l'économie sociale va à contrecourant du couple dominant capital-marché. Mais le monde, en général, et l'économie, en particulier, se transforment profondément et dessinent de nouveaux champs pour l'économie sociale. Essai d'inventaire.

Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, SAW-B

Si on doit concevoir tous les phénomènes humains comme des phénomènes sociaux, toute l'économie est sociale. Il n'y a pas d'économie sans société et l'économie sociale est partout. Cela voudrait-il dire que l'expression « économie sociale » est un non-sens ? Non. Bien au contraire, avec une telle vision de l'économie, l'économie sociale devient alors une manière de penser et de pratiquer l'économie d'une façon radicale et non réductrice.

Questions abstraites, considérations en chambre, chatouillis de nombril, banalités ? Non. Affirmer une telle généralité est à la fois audacieux et crucial. Audacieux

parce qu'elle va à contrecourant du raz-de-marée qui érige le couple capital-marché en dénominateur commun de tout ce qu'on appelle l'économie. Crucial parce qu'il en découle un programme d'action mobilisateur, dont les réalisations vont à leur tour permettre de changer notre regard sur l'économie. Il existe un besoin urgent de tels points de levier critiques pour jalonner les alternatives et continuer à innover pour transformer l'économie.

Dans le dernier quart du siècle précédent, pionniers et promoteurs de l'économie sociale ont défriché des terrains d'innovation considérables : créer de l'emploi pour

les exclus, revaloriser les déchets pour les réinjecter dans les circuits de production et de consommation au lieu d'accumuler du passif écologique, approfondir le développement de la sphère des services à la personne, rendre crédible l'agriculture bio, etc.

Mais le monde continue à changer, et en particulier l'économie. Leurs mutations vont continuer et se complexifier en s'influençant les unes les autres : globalisation, pénuries de ressources non renouvelables, recomposition du salariat, approfondissement du fossé Nord-Sud, etc. En identifiant et en anticipant de tels défis, sans catastrophisme et sans angélisme, on voit se dessiner de nouveaux champs de développement de l'économie sociale. C'est le moment de les pointer et, pour les porteurs des modèles qui marchent depuis plus de vingt-cinq ans, de se demander ce qu'il y a lieu de faire avec et pour les acteurs qui occupent les nouveaux terrains de l'économie sociale de demain. De qui se rapprocher et comment ?

Voici donc un premier round de reconnaissance sans œillères. La question candide pourrait être : qui seront les membres de Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises (SAW-B) d'ici vingt-cinq ans ?

LA CRISE PÉTROLIÈRE

L'insuffisance d'énergies fossiles est sans doute la cause des plus grandes transformations que va connaître l'économie mondiale au XXI^e siècle : il faudra à la fois produire renouvelable et bon marché, et surtout consommer moins.

Certes le débat reste vif quant à savoir si une sortie de l'ère des combustibles fossiles est possible sans le nucléaire. Certes on ne s'attend pas à ce que l'économie sociale apporte une contribution décisive à ce débat. Mais...

La fourniture d'énergies renouvelables sous toutes ses formes est un domaine crucial du déploiement futur de l'économie sociale (et de l'économie wallonne ?). Les banques éthiques comme Triodos l'ont déjà bien compris en le mettant en priorité dans leurs choix d'investissements. L'économie sociale a-t-elle des plus-values spécifiques à apporter dans le solaire, l'éolien, l'hydroélectrique, etc. ?

Il faut aussi creuser du côté des alternatives aux importantes dépenses d'énergies fossiles : nouvelles techniques et nouveaux modes d'organisation plus économiques comme l'éco-construction et les mobilités douces. Et au-delà de ça se pointe tout le débat sur la décroissance, que les acteurs de l'économie sociale n'ont pas encore abordé de front.

LE FOSSÉ AVEC LE SUD

Le déséquilibre économique le plus flagrant aujourd'hui est sans conteste le décrochage d'une bonne partie des pays du Sud.

Face à cela, l'économie sociale a un potentiel énorme pour créer des échanges commerciaux et économiques aux termes justes. On pense évidemment au commerce équitable, mais il faut aller chercher plus loin. Par exemple du côté des opérateurs économiques qui œuvrent à ce que les ressources locales soient réin-

vesties dans les économies locales (tontines et microfinance par des ONG comme SOS Faim ou Iles de Paix), pour y créer sur place des activités de transformation des productions locales (BIO), ou pour transférer à prix correct des technologies du Nord vers le Sud (CF 2000). Mais ces nouveaux circuits courts peuvent-ils essaimer au point de rivaliser avec les grands réseaux commerciaux internationaux? Doivent-ils le faire? De quoi auraient-ils besoin pour le faire?

MARGINALISATION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Sur l'échiquier mondial, l'économie de la « vieille Europe » est en train de devenir un pôle parmi d'autres pôles, dont le nombre va croissant. L'économie sociale doit chercher à s'ouvrir sur l'Europe centrale ou sur l'Asie, c'est-à-dire là où le développement économique paraît le plus bouillonnant sur la planète. Allons-nous rester au balcon face à ce dynamisme? Quels échanges économiques et commerciaux justes imaginer?

Certains acteurs économiques de là-bas cherchent à entrer dans des circuits de sous-traitance, notamment ceux qui ont rebondi après la chute du communisme pour réactualiser leurs modes d'organisation coopératifs. Délocaliser des activités de sous-traitance vers l'Est ou le Sud, cela ne correspond pas à ce qu'on imagine habituellement comme étant du commerce équitable. Il s'agit ici de biens qui peuvent être manufacturés n'importe où, ou de services comme le traitement de données et le développement informatique, et non, comme dans les échanges habi-

tuels en matière de commerce équitable, d'activités locales de production non transférables chez nous (alimentation et artisanat). Une économie sociale de la délocalisation, ce n'est pas sans poser de questions aux travailleurs comme aux entrepreneurs sociaux du Nord. Mais est-il imaginable que l'économie sociale reste longtemps au balcon face aux nouvelles formes de division mondiale du travail?

RECOMPOSITIONS DU SALARIAT

Le salariat se recompose: travailler, cela ne veut plus toujours dire cumuler un salaire, un statut et un travail. Sans même parler du travail au noir et des marchés informels, complètement banalisés dans des zones où le chômage dépasse les 25 %. L'emploi mute. Le rapport patron-salarié voit intervenir de nouveaux intermédiaires. Le monde du travail ne se divise plus entre fonctionnaires, salariés et indépendants et les formes de « multiactivité » progressent en bricolant des combinaisons précaires du point de vue de leur sécurité juridique ou des niveaux de revenus qu'ils permettent. La rémunération peut prendre de toutes autres formes que le salaire, et le salaire provenir d'ailleurs que de celui au service de qui on travaille. Ces différentes dérégulations ne sont pas nécessairement subies: elles peuvent être utilisées dans l'intérêt du travailleur plutôt que pour mieux l'assujettir. Certains vont jusqu'à les revendiquer pour que l'État les reconnaisse, les clarifie et les renforce, au lieu que le marché les réduise à des formes de dumping social. Et l'on voit apparaître sur la scène du marché de l'emploi de nouvelles

créatures: coopératives d'activités comme Azimut, coopératives d'emploi comme DIES, intermédiaires comme Smart, mouvements comme Euro Mayday, etc.

DISTRIBUER ET CONSOMMER

Au contraire de ce qui s'est passé il y a cent ans, l'économie sociale belge pense surtout à maîtriser la production et peu la distribution. Or la conscience des consommateurs évolue. C'est encore lent, mais cela s'accélère. On voit dans d'autres pays, du Québec aux Pays-Bas, des innovations qui marchent: des night-shops éthiques aux systèmes de fidélisation du type carte Happy Days éthiques, en passant par un renouveau des coopératives d'achat, un foisonnement des labels éthiques...

Le consommateur le plus absent est l'État, comme le montre l'étude¹ SAW-B/Crédal/Febecoop. Les sensibilités évoluent là aussi (comme le montrent les premiers résultats de l'opération Ça passe par ma commune²) et les réglementations suivront tôt ou tard. Les collectivités locales et autres parapublics deviendront des acteurs à part entière de l'économie sociale, comme on le voit déjà au Royaume-Uni avec les Fairtrade Towns, Fairtrade Counties, etc.³

L'ARGENT, LE NERF DE L'ALTERNATIVE

Les utopies monétaires restent surtout des utopies (réseaux de troc comme les SEL, monnaies à intérêts négatifs dites fondantes), et les expériences les plus florissantes en la matière sont des réseaux de troc (« bartering ») entre PME organisés par

des organisations à but lucratif. Sans parler du marché du crédit « pear to pear », donc sans banques ni courtiers, qui est en train de fleurir sur Internet (<www.zopa.com et www.prosper.com>).

Là où l'économie sociale parle argent, c'est dans ses liens avec l'économie financière mondialisée. Les changements de sensibilité des épargnants préparent le marché pour de nouveaux produits financiers, y compris techniquement très complexes (pression pour des investissements « propres » des fonds de pension, Sicav éthiques, assurances « Branche 23 », « Une action en or » de la Fondation pour les générations futures (FGF) pour convertir les vieux titres en leviers de financement d'initiatives citoyennes, etc.).

Avec en ligne de mire un défi majeur ou une limite définitive: comment financer les besoins en capitaux de l'économie sociale, alors qu'une de ses spécificités est de justement ne (presque) pas rémunérer le capital?

SERVICES PUBLICS: UNE AUTRE PRIVATISATION EST POSSIBLE

Électrabel, Belgacom, SNCB, la Poste: l'État met ses actifs sur le marché. De facto, cela transforme les services publics en grandes entreprises capitalistes emmenées dans des tourbillons de fusions-acquisitions. Face à celles-ci, les gouvernements montrent leur inquiétude et font naître chez l'électeur le soupçon qu'ils sont impuissants. Pourquoi ne pense-t-on pas à privatiser sous forme d'entreprises sociales? La loi a bien

¹ *Entrepreneuriat d'économie sociale en région wallonne de 1995 à 2005: bilan et perspectives* – février 2005

² Voir <http://www.madeindignity.be/Files/media/Mouvement/Campagnes/CPPMC/Dossier/cahier3_cahier1MID.pdf>.

³ Voir <http://www.fairtrade.org.uk/get_involved_fairtrade_towns.htm>.

obligé les hôpitaux à prendre la forme d'associations sans but lucratif, mettant un frein radical à toute velléité de commercialiser à outrance les soins de santé. En Wallonie, Trace!, l'ancien service public de l'intérim, est peut-être en train de montrer une voie alternative: même s'il ouvre son capital au privé, un décret l'oblige à investir une proportion de ses bénéfices dans des actions visant à réduire le chômage des plus défavorisés.

Au niveau local, on voit aussi que l'action de l'État s'affaiblit. Cette tendance va appeler une recomposition-auto-organisation dans les zones géographiques délaissées par les futurs anciens services publics (transports en commun, poste). Il y a à s'inspirer dès aujourd'hui de dispositifs comme le Community Reinvestment Act (CRA) américain pour que ces marchés ne laissent pas de zones grises sur la carte. Le CRA est une législation relative au crédit qui comporte des incitatifs antidiscriminatoires et des incitatifs au développement collectif et a pour objet d'encourager les prêteurs, en particulier les banques, à répondre aux besoins de crédit du marché local, y compris ceux des zones à revenus faibles ou modérés comme les quartiers noirs ou latinos.

ASSURER DES CONDITIONS DE VIE DIGNES À TOUS

Un revenu, un logement, une santé. En matière de droits sociaux, l'économie sociale a surtout, depuis vingt ans, tenté de faire face au défi du chômage en créant de l'emploi, et elle ne peut que continuer. Mais l'(auto)organisation de solidarités alternatives, avec des innovations qui

marchent vraiment, se joue aussi sur d'autres champs: agences immobilières sociales, coopératives de propriétaires, autorénovation d'immeubles, occupations temporaires, maisons médicales, collectifs d'utilisateurs, tous sont producteurs de services à très haute valeur ajoutée en s'inscrivant contre un modèle marchand d'organisation des solidarités.

Et pourquoi ne pas ajouter à la liste les outils de lutte contre le surendettement, de crédit social et de mutualisation de l'épargne? Financer la consommation, c'est un acte strictement économique; si on le fait socialement, ça devient de l'économie sociale. Au risque de s'enliser dans le vieux débat: pallier les carences de l'État et du marché, ou transformer la société...

« ET LA CULTURE BORDEL ! »

Le monde de la création artistique et de sa diffusion est complètement écartelé entre les grosses machines inscrites dans les circuits commerciaux mondialisés et les artistes et distributeurs qui cherchent à garder une autonomie forte, avec ou sans soutien public. Plus la concentration des canaux de production et diffusion comme Clearchannel sera forte, plus les innovateurs auront le champ ouvert. Édition (Frémok, Aden), musique (Souterrain, Rival), cinéma (P'tit Ciné, productions Vox, multiplex des Grignoux, société des spectateurs du cinéma Arenberg à Bruxelles), lieux (Nova, Recyclart, La Zone, Barricade, Esperanzah!), radios (Panik, Campus), etc. Des canaux alternatifs s'organisent et certains avec une logique économique originale combinant

le produit de ventes avec des subventions et avec du bénévolat. Sans compter la capacité des créateurs à s'organiser : Smart⁴, Taxi Brousse⁵, Ateliers Mommen, résidences et ateliers de toutes sortes, etc.

Aux frontières de la culture, il faut aussi avoir un œil sur tout ce qui bouge dans les espaces virtuels du web et qui s'auto-organise contre le marché ou en décalage, du Réseau citoyen à Bruxelles, à Claroline⁶ à l'UCL, en passant par Donorinfo.be, Indymedia, Wikipedia, etc.

SOCIALISER L'URBANISATION

Les villes se développent comme des nœuds dans une toile globale d'échanges en tous genres. Elles deviennent des lieux de passage pour les hommes, les marchandises, les informations. Et pourtant, on est de plus en plus nombreux à y vivre, qu'elles soient au top du hit parade de ces échanges ou pas. Or il n'y a pas de vie sociale possible dans des villes si leur développement n'est pensé que comme la boulimie d'un nœud de réseaux mondialisés : il n'y a que des fractures. Pourtant tout un vivier d'initiatives et de recherches tente de voir la ville autrement, dans toute sa complexité, d'en réconcilier les composantes autrement que dans des

logiques extraverties. On parle de développement de quartier, de luttes urbaines, d'interventions urbaines, avec des dimensions économiques, culturelles et sociales. Il suffit de se retourner vers des acteurs comme City Mine(d)⁷, Disturb, Recyclart, et de voir ce qui se joue dans des villes bien plus écartelées que les nôtres, comme Manchester où existe depuis des années un véritable « shopping mall » (gros centre commercial) alternatif.

Réancrer les villes dans le local, c'est aussi surtout défendre des territoires cohérents. Le monde rural lui aussi est en mutation et l'économie sociale est au premier plan de la manière dont il se réorganise pour faire face aux effets de la mondialisation. Il suffit de traverser la Manche et d'aller voir les initiatives fédérées par la Plunkett Foundation⁸ en matière d'auto-organisation de l'économie rurale : fédérant historiquement les coopératives agricoles depuis la famine irlandaise du siècle dernier, elle s'est mise à impulser la mise en place de commerces et services locaux pour endiguer le dépeuplement des villages. ■

⁴ Smart : <<http://www.smartasbl.be>>.

⁵ Taxi Brousse : <<http://www.taxi-brousse.be>>.

⁶ Claroline : <<http://www.claroline.net>>.

⁷ Voir <<http://www.generalizedempowerment.org>>.

⁸ Voir <<http://www.plunkett.co.uk>>.

Cette note de réflexion a introduit les débats prospectifs menés à l'occasion des vingt-cinq ans de Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises (SAW-B), le 8 septembre 2006. La rédaction a été confiée à Thomas Lemaigre, directeur de l'Agence Alter, et a bénéficié des apports de l'équipe et du président de SAW-B. Les propositions faites ici constituent un prolongement pour l'action du texte de Jean-Louis Laville « L'économie plurielle » (dans le *Dictionnaire de l'autre économie* qu'il a codirigé avec Antonio David Cattani chez Desclée-De Brouwer en 2005).